

Ottroi à la Ville d'Ottawa reste à \$100.000

Malgré l'éloquent plaidoyer du député d'Ottawa-Est, M. Pinard

Plusieurs députés se sont prononcés en faveur de l'augmentation de l'octroi, mais la Chambre n'a pas entendu les raisons de M. Pinard.

LES EXPROPRIATIONS

La Ville d'Ottawa a perdu des revenus importants par le fait des expropriations par le gouvernement fédéral.

200.000 DOLLARS

Si le fédéral payait des taxes à l'égal des autres contribuables, il verserait à la cité d'Ottawa un impôt annuel de \$132.000. Aussi serait-il juste que le gouvernement porte à \$200.000 l'octroi qu'il verse chaque année à la capitale fédérale en guise de taxes municipales. Voilà ce qu'affirma, hier après-midi, de l'enceinte de la Chambre des Communes, M. Albert Pinard. Le député libéral d'Ottawa-Est fit un long plaidoyer, en faveur des citoyens d'Ottawa. Il montra combien lourdement le fardeau pesait sur eux en regard des exemptions dont jouit le Dominion sur des édifices érigés dans les limites d'Ottawa et évalués à une somme globale de \$44.000.000.

Malgré le plaidoyer de M. Pinard les parlementaires n'adoptèrent pas moins sans aucune modification le bill qui autorise le fédéral à payer un octroi de \$100.000 à la cité d'Ottawa.

Plusieurs députés, par contre, prétendirent que la capitale jouissait d'un traitement de faveur. M. A. A. Heaps affirma qu'Ottawa se serait une ville de second rang si elle n'était pas devenue le siège du gouvernement du pays. M. T. L. Church, député conservateur de Toronto-Broadview alla plus loin. Il demanda que le fédéral verse des octrois spéciaux à toutes les municipalités où se trouvent des édifices publics. Le Dr J. J. McCann, député libéral de Renfrew, souligna toutefois que, si le gouvernement était une industrie privée, il pourrait s'en tirer sans débours des taxes bien supérieures à l'octroi actuel de \$100.000.

«Qu'on me permette de citer quelques chiffres, dit M. Pinard. De 1918 à 1937 le gouvernement a exproprié des propriétés dans la ville d'Ottawa, évaluées à \$2.711.000, sur lesquelles la municipalité perdit \$137.692 en taxes. De 1909 à 1937, le gouvernement a exproprié des propriétés pour un montant de \$5.650.555; ce qui représente une perte de \$177.618 en taxes pour la ville. Il ne faut pas oublier que ces chiffres ne comprennent pas les propriétés que la Commission du district fédéral possède et qui sont exemptées de taxes. Ces propriétés n'apportent donc aucun revenu à la ville.»

«Durant 1938, le gouvernement, continua M. Pinard, a décidé d'exproprier la rue Wellington et la rue Sparks à partir de la rue Kent, à l'exception de l'égout. Ces expropriations représentent la somme de \$920.720, et les citoyens d'Ottawa ont perdu la somme de \$38.000 en taxes. On a soutenu que ces expropriations et la construction de nouveaux édifices pour le gouvernement augmentent la valeur de la propriété urbaine. Qu'on ne permette de dire que ce n'est pas le cas.»

Services municipaux

M. Pinard parla ensuite de l'excellent service d'eau, que la ville d'Ottawa fournit au parlement. «Tout le monde sait, poursuivit-il, que la ville fournit un bon service



On s'attend à ce que le gouvernement soumette aujourd'hui aux Communes, la législation nécessaire à la création d'un conseil des achats au ministère de la Défense Nationale. On se souvient que le discours du Trône faisait allusion à la formation de cet organisme au début de la présente session. La conclusion du rapport de l'enquête royale, que présida le juge H. H. Davis, de la Cour Suprême, recommandait chaudement l'établissement d'un tel conseil qui aurait le contrôle de tous les achats d'armes et de munitions de l'armée canadienne. Cette suggestion vint à la suite de l'incident de la mitrailleuse Bren que l'on débatta de nouveau jeudi prochain au comité parlementaire des comptes publics. On ne croit pas toutefois que le premier ministre Mackenzie King annonce dans ce bill les noms de ceux qui feront partie du premier conseil des achats de la Défense. On présume qu'on nommera à cette commission un légiste éminent, un homme d'affaires bien connu et un chef ouvrier de réputation nationale. On ne discutera cette législation qu'à la fin du mois lors de sa présentation en deuxième lecture.

Au cours des deux séances de la Chambre des Communes la députation continuera à discuter les projets de loi du gouvernement. Les parlementaires ont consacré la soirée d'hier à l'étude de deux bills d'importance technique. Le premier, présenté par l'hon. J. E. Michaud, amendera la loi des pêcheries afin d'assurer une plus grande protection aux poissons dans les cours d'eau munis de barrages. Le second, dont le parrain était l'hon. C. G. Power, modifiera la législation existante dans le but de protéger la santé publique contre les produits de toilette de qualité douteuse. Après une critique de détail de la part des députés des côtes de l'Atlantique et du Pacifique, le bill Michaud prit la route du comité parlementaire sur les pêcheries. Quant au bill Power, il subit sans coup férir la deuxième et la troisième lectures.

Le premier ministre John Bracken, du Manitoba, a déclaré, hier, que son départ d'Ottawa, qui le conduira à la tête de la production de grain de l'Ouest, gardait toujours l'espoir du maintien du prix minimum sur le blé pour la récolte du 1er août prochain et la continuation des opérations de l'Office fédéral du blé. On sait qu'une délégation de 24 membres a eu une entrevue avec le cabinet plus tôt cette semaine. La conférence eut lieu à huis-clos. On n'en connaît pas encore les résultats. On se contenta, à l'issue de la réunion, de rendre public le mémoire présenté au premier ministre Mackenzie King par M. Bracken au nom des députés délégués.

M. W. A. Walsh, député conservateur de Mont-Royal, a déposé une requête demandant un enquête sur l'exportation du matériel de guerre au Japon. La requête venait de la West United Church, de Montréal. Sur demande du docteur R. J. Manion, chef de l'opposition conservatrice, et de M. Earl Leitch, député libéral de York-Union, le ministre de la Défense nationale, M. Ian Mackenzie, a promis qu'il déposerait en Chambre tous les contrats de fournitures militaires de \$5.000 et plus, il a déposé copie de 232 contrats.

La Défense Nationale a donné, en outre, un contrat de \$3.780 pour 2.000 boîtes d'obus de 18 livres à Murawsky Furniture Company, de Kitchener, Ontario. La commande coûtera \$3.780 et chaque boîte, \$1,89. Le prix de revient de chaque boîte sera de \$2,90, taxe en plus.

On a octroyé à titre d'expérience une commande de 50 caisses de poudre à W. Poirier, de Montebello, Québec. Le contrat s'élève à \$1.037 et le prix de revient de chaque boîte est de \$20,74.

On octroya les deux premiers contrats sur soumissions après annonce dans les journaux. On accorda les deux autres commandes après avoir demandé des soumissions à respectivement 28 et 78 firmes.

Depuis 31 ans le gouvernement fédéral a bouché son budget avec neuf surplus et vingt-deux déficits. L'hon. Charles Dunning a dévoilé ce fait, hier, aux Communes, à la demande de M. Thomas Vren, député libéral d'Outremont. Il y eut surprise en 1912 et 1913 ainsi que de 1924 à 1930. Depuis 31 ans également le Canada — au dire du ministre des finances — a eu dix balances commerciales défavorables et 21 balances commerciales favorables.

Le Canada et les Etats-Unis ont terminé, hier, les pourparlers préliminaires à la mise en marche du charbon bitumineux. Les négociations ont eu lieu entre des fonctionnaires du ministère des affaires extérieures à Ottawa et des délégués du gouvernement américain, qui viennent de retourner à Washington. Il n'y a aucun communiqué à l'issue de la conférence. On ignore la date de la reprise des entrevues. On sait que le marché canadien du charbon mou a été avili récemment par suite d'une guerre de prix aux Etats-Unis. Le premier ministre Mackenzie King a été à la Nouvelle-Écosse venu à Ottawa, il y a un mois, pour demander que le gouvernement du Dominion vienne en aide aux producteurs de charbon mou des Maritimes. La Nouvelle-Écosse voudrait des droits de «dumping» contre le charbon américain. Les délégués américains à la conférence d'Ottawa étaient: MM. Constant Southworth, du secrétariat d'Etat; Arthur Sturgis et Charles J. Potter, de la commission du charbon bitumineux; John Parr Simmons, char-

bonnier et député de Rivière à la Paix, est significatif. Il permettra de mieux comprendre ce qui surviendra bientôt au pays.

Le député libéral de la Nouvelle-Écosse, M. Macdonald, a été à la Nouvelle-Écosse venu à Ottawa, il y a un mois, pour demander que le gouvernement du Dominion vienne en aide aux producteurs de charbon mou des Maritimes. La Nouvelle-Écosse voudrait des droits de «dumping» contre le charbon américain. Les délégués américains à la conférence d'Ottawa étaient: MM. Constant Southworth, du secrétariat d'Etat; Arthur Sturgis et Charles J. Potter, de la commission du charbon bitumineux; John Parr Simmons, char-

M. Jean-François Pouliot est opposé à l'institution d'une commission des pénitenciers

Pour la première fois, hier, depuis sept semaines que dure la présente session, la Chambre des Communes a adopté en troisième lecture une triple législation. Les bills qui prendront le chemin du Sénat comprennent des amendements qui permettront aux compagnies de prêts de fiduciaire de créer un fonds de retraite pour leurs employés. Le troisième projet de loi concerne la nomination annuelle des vérificateurs du Canadian National.

La députation a ratifié également en première lecture la mesure en vertu de laquelle l'hon. Ernest Lapointe veut assurer la formation d'une commission des pénitenciers. Le bill du ministre de la Justice vient pour la seconde fois devant le parlement. Le Sénat avait bloqué l'an dernier la législation qui aurait permis l'établissement d'un comité de régie de trois membres ayant pour tâche l'administration de tous les pénitenciers au pays. M. Lapointe promet à la Chambre que les nominations à la commission des pénitenciers n'auraient aucun caractère politique. Il laisse entendre qu'un spécialiste en maladies mentales en ferait probablement partie.

Plusieurs parlementaires s'opposèrent à l'administration des pénitenciers par une commission. Les députés qui soulèveront plus d'opposition furent: MM. Jean-François Pouliot, libéral, Temiscouata; T. L. Church, conservateur, Frontenac-Broadview; A. W. Neil, indépendant, Comox-Alberni; T. A. Thompson, conservateur, Lanark. Le ministre leur répondit que cette mesure s'inscrivait à cause de l'expansion qu'a prise en ces derniers temps le département de la Justice.

COMMISSAIRES POUR 10 ANS Les trois commissaires prévus dans le bill Lapointe resteront en fonctions pendant 10 ans. La commission royale qui enquêtera sur les pénitenciers sous la direction du juge Joseph Archambault, de Montréal, avait recommandé l'institution de ce comité de régie.

C'est actuellement le surintendant des pénitenciers et trois inspecteurs qui accomplissent le travail qui relèvera à l'avenir de la commission dont le ministre de la Justice préconise la création.

En soumettant la résolution préliminaire à son bill, M. Lapointe déclara: «Ce projet de loi pourvoira à tous les amendements voulus en vue d'effectuer les changements nécessaires à la loi actuelle des pénitenciers.»

CHURCH ET WOODSWORTH M. T. L. Church s'opposa le premier à la résolution Lapointe. «Je m'oppose», déclara le député conservateur de Toronto-Broadview, «à la nomination de tout autre commissionnaire. La responsabilité d'administrer nos pénitenciers incombe au ministre lui-même. Si on leur donnait les pouvoirs nécessaires, les ministres et les fonctionnaires accompliraient les réformes les plus urgentes dans la régie des pénitenciers.»

M. J. S. Woodsworth, chef du parti C.C.F., trouva que la résolution du ministre de la Justice avait une portée trop restreinte. «Elle ne saurait pourvoir aux multiples réformes recommandées par la commission royale d'enquête sur les pénitenciers», dit-il.

M. Lapointe lui répondit que le gouvernement suivait absolument la ligne de conduite suggérée par la commission royale. Il montra ensuite qu'il était logique que le cabinet ait jugé à propos de soumettre sa législation de réforme pénale aux Communes, où il a la majorité, plutôt qu'au Sénat qui empêcherait l'adoption de ce projet de loi, l'an dernier. Il rappela la raison — déjà donnée quand la chose s'est produite — du transport de 130 bagnards du pénitencier de Kingston à ceux de l'Ouest. «Nous voulions tout simplement», dit-il, «décongestionner le bagne de Kingston. Nous avions là le moyen le plus économique de réaliser notre plan».

Le ministre souligna ensuite que les critiques du gouvernement ne s'accordaient nullement dans leurs reproches contre la régie des pénitenciers. «Ainsi M. Church vient de dire, il y a une peine d'un instant, qu'il faudrait augmenter le nombre des libérés sur parole, tandis qu'à la législature de Québec, on se plaignait hier de leur trop grand nombre».

M. A. W. Neil, député indépendant de Comox-Alberni, s'opposa contre l'augmentation croissante du chiffre des commissions administratives fédérales.

L'hon. H. H. Stevens, député conservateur de Kootenay-Est, pensa que l'on devrait chercher davantage les moyens d'éliminer les causes premières des crimes. «L'oisiveté, le chômage et la congestion — population dans les villes ont amené la courbe ascendante de la criminalité en ces derniers temps. Le crime est même passé au rang des commerces organisés dans plusieurs de nos grandes cités».

EXPOSE DE M. LACOMBE M. Lacombe, député libéral de Laval-Deux-Montagnes, préconisa la journée de huit heures pour les fonctionnaires des pénitenciers et la permanence après un an de service. Il ouvrit une parenthèse sur l'importance de la réhabilitation des détenus. «Le personnel, dit-il, ne doit jamais oublier sa mission de restauration morale. Je désire attirer également l'attention de la Chambre sur la nécessité de perfectionner l'instruction et l'éducation des détenus. Une fois réhabilités, ils pourront remplir trop efficacement leur rôle dans la société. On ne saurait trop encourager l'essor des métiers dans les pénitenciers. Grâce aux concours d'instructeurs, ils seront en mesure de se familiariser avec la menuiserie, la mécanique, la forge, la plomberie, la cordonnerie, la confection des vêtements, la reliure, l'imprimerie». M. Lacombe conclut en demandant l'enseignement de l'agriculture dans les pénitenciers.

«On a prétendu, nota alors M.

ON PEUT ÉVITER BIEN DES RHUMES

PAR CE MOYEN FACILE

Au moindre renflement ou éternuement avertissez-vous immédiatement quel-ques gouttes de Vicks Vapo-Nol dans chaque narine. Cela aide à empêcher bien des rhumes de se déclarer. En outre—

Il soulage les souffrances dues au rhume de cerveau

Même si vous vous sentez mal en train et que vos idées sont troubles, prenez par suite d'un rhume négligé le Vicks Vapo-Nol détache les muqueuses tenaces, diminue l'enflure des muqueuses, aide à empêcher les sinus de se boucher, et vous permet de respirer de nouveau!

VICKS VAPOR-NOL

Depuis 25 ans, les annonces de Vicks ont été contrôlées par un conseil de médecins.



Il se met immédiatement à l'œuvre. Le Vapo-Nol est un médicament spécialement pour le nez et la gorge, où la plupart des rhumes débütent. Vous sentez le médicament, qui se met immédiatement à l'œuvre pour aider à écarter le rhume avant qu'il ne se déclare. C'est le remède de ce genre le plus largement employé, à travers le monde. Ayez-en toujours sous la main — employez-le de bonne heure — il vous permettra d'échapper à bien des souffrances dues aux rhumes.

La ville s'opposera-t-elle à la demande d'exemption de l'Institut Canadien

Le maire soulève la question à la réunion des commissaires, hier après-midi. — Le commissaire Bourque mentionne le Y.M.C.A. et l'O.B.C. — L'opinion du conseiller juridique.

Le conseiller juridique de la ville, M. F. V. Proctor, a récemment informé les commissaires que l'Institut Canadien-Français, dont les quartiers sont situés dans l'édifice de la Banque de Nouvelle-Écosse, rue Rideau, faisait des démarches pour obtenir, par l'entremise de la Législature d'Ontario, une exemption d'impôts dont il jouit en fait, depuis 1865, mais que l'évaluateur Blyth Macdonald a mis en doute, l'an dernier. Un appel logé auprès de la Cour de Révision contre la décision de M. Macdonald n'eut pas de résultat.

Le commissaire McRae ne parvenant pas, hier après-midi, à comprendre pourquoi les commissaires faisaient affaire avec l'Institut directement plutôt qu'avec la Banque de Nouvelle-Écosse, propriétaire du local de l'Institut. L'évaluateur Macdonald expliqua que la Banque de Nouvelle-Écosse était exemptée des taxes, mais les redevaient à l'Institut, ou qu'une entente quelconque existait entre le locataire et le propriétaire au sujet des impôts.

Le maire demanda à l'évaluateur s'il croyait que les protestations que la ville pourrait faire entendre à Toronto, et les manifestations de son opposition à l'exemption demandée par l'Institut auraient quelques chances de succès. M. Macdonald déclara qu'il n'avait jamais entendu parler de protestation de ce genre, et suggéra au maire de demander l'opinion du conseiller juridique qui trouve plus compétent pour émettre une opinion dans ce cas.

M. Bourque demanda à M. Macdonald si la ville avait protesté lorsque le Y.M.C.A. avait demandé son exemption par acte spécial du parlement provincial. On lui répondit négativement. M. Bourque mentionnait ensuite l'Ottawa Boys Club et les autres clubs du même genre qui jouissaient de l'exemption et que l'on n'avait jamais incommodés.

Après qu'on eut répondu à M. Bourque que la ville n'était jamais intervenue auparavant pour bloquer d'autres demandes d'exemption, le commissaire canadien-français demanda si la ville pouvait en justice s'opposer à la demande de l'Institut. «Je crois que nous pouvons nous en remettre à la décision du comité de des bills privés qui étudiera la demande de l'Institut», déclara le commissaire Bourque, et nous en tenir à la décision qu'il prendra.

Les commissaires demandèrent cependant au conseiller juridique ce que la ville peut faire dans ce cas, et s'il est de mise que la ville proteste auprès du gouvernement.

Ste-Cécile de Masham STE-CECILE-DE-MASHAM, le 3. (Spécial) Madame veuve P. B. Martial, de Ste-Cécile-de-Masham, décédée récemment après une longue maladie, à l'âge de 77 ans. Elle était l'une des plus vieilles résidentes de Masham.

Elle laisse pour pleurer la perte de deux fils: Narcisse, fils Rouyn, Thomas, de River-Village; quatre filles: Mme Charles Kingsberry, Mme Arthur Brazeau, Mme Albert Lavigne et Mme A. Archambault, d'Ottawa, et 29 petits-enfants.

M. Arthur Slaght fait une violente sortie contre M. Herridge

L'hon. W. D. Herridge, le fondateur d'un nouveau parti fédéral, a — au dire de M. Arthur Slaght, député libéral de Barry Sound — diffusé le parlement dans le discours qu'il «nonçait mercredi soir, au Little Theatre, à Ottawa. Le fougueux parlementaire ontarien a fait une charge à fond de train contre M. Herridge qu'il qualifia de «charlatan politique».

M. Slaght a suscité un vif débat, aux Communes, hier après-midi, quand il se leva pour fustiger l'ancien ministre plénipotentiaire du Canada à Washington, qui — après s'être détaché publiquement du parti conservateur au congrès de juillet dernier — a décidé de former son propre parti en vue du prochain appel au peuple.

«M. Herridge», tonna-t-il, «s'élève contre le fleau du patronage. Y a-t-il pire scandale dans ce domaine que sa propre carrière politique? Il entra dans les rangs du parti conservateur en 1930. Il ne perdit pas de temps. A quelques mois d'intervalle son beau-frère, l'hon. R. B. Bennett, premier ministre du temps, le nomma à un très haut poste à Washington. Durant son terme d'office, il retira \$125.000 du Trésor fédéral.

Herridge et Ralston «Que dire alors du colonel J. L. Ralston? interrompit M. C. Landrevoy, parlementaire créditiste de Calgary-Est. «Vous ne voulez pas qu'on évalue la meche au sujet de vos allées fastes», renvoya du tac au tac à M. Landrevoy un député libéral. La dénonciation de M. Slaght se fit au milieu des interruptions et des clamours non seulement des créditistes, mais encore des C. C. F. (On sait que M. Herridge affirmait dans son réquisitoire contre les vieux partis que le peuple canadien devrait doter le pays d'un parlement libre. Il ajoutait que le présent parlement était enchaîné et ne pouvait, en conséquence, servir le bien du peuple. «La nation», pointait-il, «n'a plus le choix qu'entre les vieux partis et la démocratie». Il concluait en prédisant un gouvernement fasciste formé par un gouvernement d'union des partis libéraux et conservateurs.)

«J'assure que M. Herridge a basé son diffamé chacun des députés du parlement en parlant de la sorte», souligna encore dans ses accusations le parlementaire de Barry Sound. «Il a prétendu, en quelque sorte, que nous étions en train d'our-

LL. Excellences feront un séjour dans l'Ouest

Lord et Lady Tweedsmuir qui sont aujourd'hui à Toronto pour l'inauguration du nouvel édifice d'Osgoode, l'école de droit d'Ontario, entreprendront un voyage dans l'Ouest à partir du 12 mars prochain. Ils ne rentreront dans la capitale que le 15 avril. On profitera de leur absence d'Ottawa pour faire toutes les réparations nécessaires à Rideau Hall, le palais des gouverneurs, en vue de la visite des souverains à la mi-mai. Le gouverneur général et Lady Tweedsmuir se rendront directement d'Ottawa à Vancouver où ils arriveront le 16 mars. Ils iront à Victoria le 21 mars et resteront dans la capitale de la Colombie Britannique jusqu'au 4 avril. Ils reviendront à Vancouver et y demeureront jusqu'au 7 avril. Puis ils reprendront leur voyage.

Ils seront à Calgary le 8 avril; à Winnipeg le 10; à Sudbury, le 11; à Saint-Sauveur, le 12 et le 13; à Guelph, le 14; à London, le 14. Ils rentreront à Ottawa le 15 avril.

Cortège vice-royal Le cortège vice-royal se composera de personnes suivantes: Mme Georges Pape, dame d'honneur; le colonel H. Willis O'Connor; le lieutenant R. Scott; le capitaine D. H. Walker; Mme L.-A. Killick.

DÉMANGEAISON... ARRÊTÉE EN UNE MINUTE... Souffrez-vous des tumeurs de la démangeaison causées par l'eczéma, dartres, piqûres d'insectes, etc.? Obtenez un soulagement rapide et sûr, reprenez la prescription D. D. D. liquide, non grasseuse et non tachante, elle sèche vite. Fait cesser instantanément la démangeaison, même la plus intense. Une bouteille d'essai de 10 cc. aux pharmacies vous sera envoyée, ou agent remis. Demandez la Prescription D. D. D. 209

CHEZ SLOVER Ventes de Mars

Une Vente Solde de fins de séries, assortiments désoirs, tailles déclassées, etc., ainsi que de nouvelles marchandises, faisant de cette vente la plus importante du genre. Comparez nos prix, vous verrez que ces salines avec ce que vous épargnez sur d'autres!

SPECIAL DE 9 HEURES Blouses et boléros avec ceinture pour dames. Un avantageux achat de seulement 150. Satin, crêpe, aussi quelques boléros de laine avec ceinture. Valeurs jusqu'à \$179. Tant qu'il y en aura **59c**

BAS COTES 1/1 pour Ecailles Bas durables, teinte fauve. Première qualité. Pointures 6 à 9 1/2. Samedi, la paire. **2 paires 25c**

LAINES WHEELING pour Dames Laine Wheeling trois brins, résistante, bruyère seulement. Procurez-vous votre approvisionnement maintenant. Spécial, samedi, écheveau de 1/4 livre **15c**

Bas de Rayonne de Première Qualité pour Dames Dans les plus récentes teintes du printemps. Tous attrayants et diaphanes. Pointures 8 1/2 à 10 1/2. Allez-les occasion. Magasin de bonne heure. Samedi, la paire **25c**

1000 Verges de Flanellette Blanche Juste la flanellette de qualité que vous désirez, mais que vous n'attendiez pas de payer ce prix. 27 poires de largeur. Pas de commandes téléphoniques ou contre remboursement. S. v. p. Spécial, samedi, la verge **10c**

ENSEMBLES D'HIVER DE 3 PIÈCES POUR ENFANTS COSTUMES DE SKI 1-3 d'ensemble Dernière chance, il n'en reste que quelques-uns. De tissu couverture tout laine, jusqu'à taille 6. Quelques costumes de ski pour grandes et petites filles, tailles 12 à 20, 4 seulement, ensembles de 3 pièces, de chinchilla; teintes: serin, vert, rose, rouge, bleu; taille 2 et 3 seulement.

